

No Billag – un angle de vue

Trop extrême, à court terme et probablement plus chère à long terme qu'aujourd'hui.



David Höfli
Senior Media Planner
mediatonic sa

Je suis contre l'initiative No-Billag. Ce rejet ne provient en aucun cas d'une sympathie exagérée pour la SSR actuelle, massivement hypertrophiée et engourdie. Il n'est non plus teinté politiquement. C'est tout simplement la voix de la raison associée au désir que nous, le peuple, puissions continuer de nous offrir le luxe de décider des contenus, indépendamment du cours des actions et des volontés des annonceurs. Pour moi, en tant que Suisse alémanique émigré, je ressens cela comme une expression supplémentaire de l'arrogance de certains milieux alémaniques à l'encontre de la Romandie et du Tessin.

Mais commençons par le début : Pourquoi faut-il une SSR (forte)? La réponse me paraît simple. Parce que personne ne serait tenté de sauter dans la brèche après l'acceptation de l'initiative.

Des chaînes qui doivent se financer exclusivement moyennant des revenus publicitaires, n'accorderont jamais de priorité à promouvoir la formation, respectivement la diversité d'opinion, parce qu'un tel modèle commercial ne saurait être rentable.

Il serait naïf d'imaginer que les privés combleraient le vide. Non pas qu'ils n'en auraient pas la possibilité, mais ils ne le voudraient tout simplement pas, respectivement ne pourraient se le permettre. Des émissions comme Arena ou Infrarouge ne réalisent pas de taux d'audience rentables auprès du groupe cible significatif. Ils ne sont donc d'aucun intérêt pour des chaînes à but lucratif. Des chaînes qui doivent se financer exclusivement

moyennant des revenus publicitaires, n'accorderont jamais de priorité à promouvoir la formation, respectivement la diversité d'opinion, parce qu'un tel modèle commercial ne saurait être rentable. Qui argumente que les chaînes locales peuvent, lors d'une élection au Conseil Fédéral p.ex., offrir une couverture médiatique toute aussi valable que la SSR, n'a pas entièrement tort, mais élude pas mal de questions. Une grande chaîne locale comme «Télé-Zürich» peut à coup sûr maîtriser ce genre de reportage tous les 3 à 4 ans, aussi qualitativement.

Mais, une fois les chaînes de droit public évincées, est-ce que d'autres chaînes prendront la relève, capables et désireuses de maîtriser cette tâche herculéenne semaine après semaine? On peut présumer que non. Ce sont plutôt des émissions telles que «der Bachelor», «Berlin Tag und Nacht» et consorts qui se répandront encore davan-

tage. Aucune structure médiatique qui reprendrait le mandat de service public de la SSR ne verra le jour. Pourquoi? C'est bien ici que le serpent se mord la queue: Parce qu'un programme radio/TV, tel que le diffuse la SSR ne peut pas être rentable dans un marché totalement libéralisé.

En fin de compte, presque chaque contribuable de la redevance Billag récupèrera son argent à travers la variété des programmes.

Or, les défenseurs soutiendront que c'est précisément pour cette raison qu'il faudrait supprimer Billag, et plus tôt sera le mieux. Un programme qui n'est maintenu en vie que grâce aux « redevances imposées » et qui n'est pas « consommé » par la population, n'a plus de raison d'être. Mais, c'est là un raisonnement à trop court terme, à plusieurs niveaux.

N'est-ce pas précisément le fait de pouvoir se permettre de préserver des institutions, des coutumes et respecter des minorités, sans que cela ne soit rentable, qui caractérise et constitue la particularité de ce pays?

La SSR fait justement partie de ces institutions dignes d'être protégées et préservées. Non pas par nostalgie, mais parce qu'il faut accorder plus de poids à l'existence de médias politiquement et commercialement indépendants qu'à des intérêts populistes qui certes, soulagent à court terme le porte-monnaie, mais influenceront à plus long terme négativement le niveau de notre paysage médiatique. Il conviendrait également de redéfinir le terme de service public. Probablement qu'il ne suffira pas de main-

Le status quo concernant la publicité en ligne doit être maintenu et consolidé. Ce domaine doit rester l'apanage des acteurs privés.

tenir des émissions comme « Philosophie Sternstunde » et « Kulturplatz », mais il faudra aussi programmer des émissions grand public, comme les retransmissions de formule 1.

En fin de compte, presque chaque contribuable de la redevance Billag récupèrera son argent à travers une programmation variée. Mais, comme souvent dans la vie, c'est ressenti comme insuffisant, les autres se partageant toujours la plus grosse part du gâteau.

Or, on est encore bien loin de pouvoir tirer des conclusions positives à tout point de vue et dire que tout va bien. La SSR tente actuellement, à travers une offensive de charme à grande échelle, de faire preuve d'ouverture et de se montrer proche de la population. Mais je me sens plutôt embarrassé face à tant de complaisance. On a l'impression que les décideurs de la SSR sont visiblement sous pression face aux derniers sondages et qu'avec un semblant de largesse d'esprit et de témoignage de proximité ils veulent laisser les « idiots du village » jouer temporairement dans la cour des grands. Les figures de proue de la SSR seraient mieux inspirées de s'exposer à un véritable débat et de prendre au sérieux le citoyen client contribuable. Ce serait plus profitable que de laisser les citoyens ordinaires jouer à la télévision pendant toute une journée, comme ce fut le cas lors d'une émission interminable sur SRF2. D'ailleurs, les personnes retenues pour l'émission semblent instrumentalisées et n'appartenant guère au cercle de votants qu'il faudra convaincre de rejeter l'initiative. Il est urgent que les responsables reconnaissent les signes du temps et ne se laissent pas éconduire en pensant que « le peuple finira bien par voter avec la raison ». Nous avons pu nous rendre compte lors d'autres initiatives populistes où cela peut nous mener.

Il sera essentiel que même en cas de rejet de l'initiative quelque chose bouge au sein de cet organe rigide. A mes yeux tout peut être remis en question. Ainsi – et cela peut à prime abord quelque peu contredire les

paragraphe précédents—rien ne devrait rester à l'abri d'une réévaluation critique; ni l'héritage historique, ni des intérêts marginaux. C'est bien là la quadrature du cercle du terme «service public». Des chaînes et des émissions répondant à ce critère ne

Il serait plus réaliste de penser que cette manne refluerait vers l'étranger par manque d'alternatives quantitatives et qualitatives.

doivent en toute logique pas s'adresser prioritairement à un large public. Je suis cependant de l'avis qu'il faut aussi un seuil minimal afin d'éviter des dérives sous le manteau du

service public. Il faut, dans la mesure du possible, bannir des émissions à caractère régional qui n'atteignent pratiquement personne parmi un groupe cible déjà restreint. Je doute que la SSR se doive de produire des émissions telles que «The Voice of Switzerland» ou «Incroyable Talent Suisse». Il faut laisser ce genre de «pur» divertissement aux privés. Ce ne sera pas la fin du monde s'ils ne parviennent pas à assumer ce genre d'émission, d'autant moins que l'on pourra toujours les visionner sur PRO7 et M6—certes, en provenance d'autres pays, mais souvent avec la participation de candidats suisses. Le status quo concernant la publicité en ligne doit être maintenu et consolidé. Ce domaine doit rester l'apanage des acteurs privés.

Il semble qu'on ait déjà bien compris à Genève et Lausanne ce qui du côté de Leutschenbach fait encore partie des points à suspens.

environ 350 millions de francs provenant de la publicité. Où irait tout cet argent s'il ne pouvait plus être investi dans les chaînes de la SSR? Très certainement pas là où les auteurs de l'initiative le souhaiteraient, c'est à dire dans un paysage audiovisuel privé

florissant qui ne diffuserait plus que des contenus consommés avec délectation par un large public. Un tel scénario me semble bien improbable face à l'évolution actuelle. Il serait plus réaliste de penser que cette manne refluerait vers l'étranger par manque d'alternatives quantitatives et qualitatives. Je n'arrive pas à entrevoir comment, dans ces conditions, le paysage médiatique suisse s'en trouverait renforcé. Cette carence devrait à nouveau être comblée par l'état. Ainsi, l'acceptation de l'initiative pourrait finalement coûter plus cher au contribuable que les redevances actuelles.

Et pour conclure, on constatera que dans toutes ces discussions les répercussions pour la Romandie et le Tessin sont marginalisées en Suisse alémanique. Pourtant, ce seraient précisément ces régions qui se trouveraient le plus fragilisées par un oui. Ces deux marchés sont strictement trop petits pour proposer un programme généraliste complet de qualité, axé sur l'information et capable de couvrir ses coûts. Concernant la Romandie, cette situation pourrait, sans exagérer, devenir dramatique. Année après année, des organes de presse essentiels disparaissent et il n'existe aucun paysage télévisuel privé digne de ce nom (surtout en ce qui concerne l'information). RTS 1 et RTS 2 diffusent un programme auquel adhèrent de larges couches de la population. Pas étonnant dès lors que le spectateur moyen de la RTS soit nettement plus jeune que celui de SRF. Et des émissions comme «26 minutes» réussissent à mes yeux un pari étonnant: présenter un magazine satirique produit par la RTS réussissant à enthousiasmer jeunes et vieux sans caresser le jeune public dans le sens du poil. Il semble qu'on ait déjà bien compris à Genève et Lausanne ce qui du côté de Leutschenbach fait encore partie des points à suspens. Hormis que je ne peux pas m'imaginer que surtout les Romands puissent se laisser aveugler par les arguments populistes des partisans du

oui. Ils connaissent très bien la valeur des chaînes de droit public et sont plus sensibilisés par les aléas de la presse que les Suisses alémaniques.

Je souhaite que l'initiative soit rejetée. Mais pas aussi net pour que les seigneurs dirigeants de la SSR puissent à nouveau se relaxer confortablement dans leur fauteuil et que tout continue comme par le passé. Un œil au beurre noir comme avertissement servirait probablement de catalyseur efficace pour des réformes devenues indispensables. Car le débat en lui-même est légitime et nécessaire.